



Commissariat aux
conflits d'intérêts et
à l'éthique

Office of the
Conflict of Interest and
Ethics Commissioner

Déclaration des députés et des membres de leur famille

*Code régissant les
conflits d'intérêts des
députés*

Déclaration confidentielle de
Député(e) de
Date limite du dépôt du formulaire

Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Parlement du Canada

66, rue Slater 22^e étage

Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Téléphone : (613) 995-0721

Télécopieur : (613) 995-7308

Courriel : advisory-conseils@cie.parl.gc.ca

Web : ciec-ccie.parl.gc.ca

Twitter: twitter.com/EthiqueCanada

**Déclaration des députés et des membres de leur famille émise en vertu du
Code régissant les conflits d'intérêts des députés**

La *Déclaration des députés et des membres de leur famille* constitue le formulaire que les députés doivent initialement remplir afin de déclarer leurs intérêts personnels et ceux des membres de leur famille et ensuite remettre au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique. Cette déclaration, une fois remise au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique, constitue un document confidentiel.

À partir de l'information fournie dans cette déclaration, le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique doit préparer une *Déclaration sommaire* où figurent la source et la nature, mais non la valeur, du revenu et des éléments d'actif et de passif égaux ou supérieurs à 10 000 \$, ainsi que tout contrat entre le député ou un membre de sa famille et le gouvernement du Canada, la liste des noms des sociétés dans lesquelles un député ou un membre de sa famille possède un intérêt et le nom de toute société affiliée. Cette *Déclaration sommaire* est ensuite placée dans un registre public.

Application aux députés

Les dispositions du *Code régissant les conflits d'intérêts des députés* s'appliquent à tous les députés lorsqu'ils exercent la charge de député. Les renseignements fournis au moyen de la présente *Déclaration* permettront au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique de conseiller les députés à l'égard des mesures d'observation qui s'imposent.

Par mesure de clarté, le masculin est utilisé.

Pour toutes les valeurs demandées, une estimation est acceptable.

Si vous avez besoin d'aide pour remplir le formulaire, n'hésitez pas à communiquer avec le Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique au 613-995-0721.

Cette publication est également disponible sur notre [site web](#).

1. Renseignements personnels

Adresse de résidence :

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur :

Adresse de courriel (personnelle) :

Je préfère être contacté à :

mon bureau sur la Colline

mon bureau de circonscription

mon domicile

Ce formulaire est aussi rempli pour mon / ma

Époux / Épouse

Nom :

Conjoint(e) de fait

Nom :

Enfant(s) à charge

Nom (s) :

2. Biens immobiliers [alinéa 21(1)a]**Député*****Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

- a) Êtes-vous propriétaire de biens immobiliers?
-
- (p. ex. résidence, chalet, logements locatifs ou autres)

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

- b)
- Résidence principale**
- sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Votre part :

Époux ou conjoint de fait***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Votre époux ou conjoint de fait est-il propriétaire de biens immobiliers? (p. ex. résidence, chalet, logements locatifs ou autres)

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

- Résidence principale**
- sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Sa part :

Députéc) **Résidence secondaire** sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Votre part :

Utilisation (c.-à-d. à des fins récréatives,
personnelles, d'investissement et/ou de location,
etc.) :d) **Investissement immobilier** sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Votre part :

Le gouvernement fédéral, ou l'une de ses
agences, en est-il locataire?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Époux ou conjoint de fait**Résidence secondaire** sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Sa part :

Utilisation (c.-à-d. à des fins récréatives,
personnelles, d'investissement et/ou de location,
etc.) :**Investissement immobilier** sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Sa part :

Le gouvernement fédéral, ou l'une de ses
agences, en est-il locataire?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Députée) **Exploitation(s) agricole(s)** sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Votre part :

Indiquez s'il s'agit d'une exploitation agricole

récréative commerciale

louée

Veuillez indiquer le type de productions
(c.-à-d. foins, bœuf, lait, semences, etc.) :Indiquez si l'exploitation agricole a eu ou aura des
contrats, des subventions ou des contributions du
gouvernement du Canada dans les derniers ou les
prochains 12 mois :

Oui

Non

f) **Terrain(s) vacant(s)** sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Votre part :

Utilisation (c.-à-d. à des fins récréatives,
personnelles, d'investissement et/ou de
location) :**Époux ou conjoint de fait****Exploitation(s) agricole(s)** sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Sa part :

Indiquez s'il s'agit d'une exploitation agricole

récréative commerciale

louée

Veuillez indiquer le type de productions
(c.-à-d. foins, bœuf, lait, semences, etc.) :Indiquez si l'exploitation agricole a eu ou aura des
contrats, des subventions ou des contributions du
gouvernement du Canada dans les derniers ou les
prochains 12 mois :

Oui

Non

Terrain(s) vacant(s) sans objet

Adresse civique :

Valeur :

Propriété à part entière conjointe

Nom(s) du(des) copropriétaire(s) et relation(s)
(époux, enfant, ami, partenaire en affaires, etc.)

Sa part :

Utilisation (c.-à-d. à des fins récréatives,
personnelles, d'investissement et/ou de
location) :

3. Actifs commerciaux [articles 16, 18, alinéas 21(1)c), 21(1)d)]

* Si vous participez à une exploitation agricole commerciale, veuillez fournir les détails à la page 3, sous la rubrique « Exploitation agricole ».

Député

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Forme juridique :

- Propriétaire unique
- Société de personnes
- Société privée

Nom et adresse de l'exploitation commerciale :

Nature des activités commerciales :

Part des intérêts :

Valeur approximative de cette part ou de l'exploitation commerciale :

Contrats ou sous-contrats avec le gouvernement du Canada? Oui Non

Si oui, veuillez en préciser les modalités (c.-à-d. l'objet, la nature et les avantages) :

Pour une société de personnes, indiquez le nom des autres partenaires :

Pour une société privée, indiquez le nom et l'adresse des sociétés filiales et des personnes ayant un intérêt dans la société :

Indiquez les biens réels ou les immeubles dont la société privée est propriétaire :

Veuillez indiquer les indemnités reçues découlant d'une expropriation du gouvernement du Canada :

Époux ou conjoint de fait

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Forme juridique :

- Propriétaire unique
- Société de personnes
- Société privée

Nom et adresse de l'exploitation commerciale :

Nature des activités commerciales :

Part des intérêts :

Valeur approximative de cette part ou de l'exploitation commerciale :

Contrats ou sous-contrats avec le gouvernement du Canada? Oui Non

Si oui, veuillez en préciser les modalités (c.-à-d. l'objet, la nature et les avantages) :

Pour une société de personnes, indiquez le nom des autres partenaires :

Pour une société privée, indiquez le nom et l'adresse des sociétés filiales et des personnes ayant un intérêt dans la société :

Indiquez les biens réels ou les immeubles dont la société privée est propriétaire :

Veuillez indiquer les indemnités reçues découlant d'une expropriation du gouvernement du Canada :

4. Investissements [alinéa 21(1)a) et paragraphe 24(3)]

Député

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Possédez-vous des investissements de types suivants?

a) **Régimes enregistrés**

***Récent(s) relevé(s) de compte requis**

Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER)

Oui Non

Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE)

Oui Non

Fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR)

Oui Non

Comptes de retraite immobilisés (CRI)

Oui Non

Placements enregistrés (PE)

Oui Non

Régimes de participation différée aux bénéfices (RPDB)

Oui Non

Régimes de prestations supplémentaires de chômage (RPSC)

Oui Non

b) **Autres types d'investissements**

***Récent(s) relevé(s) de compte requis**

Fonds mutuels Oui Non

Actions Oui Non

Obligations de sociétés Oui Non

Parts de fiducies Oui Non

Options d'achat d'actions, bons de souscription d'actions, droit de souscription ou autres instruments similaires Oui Non

Indice de cours de la bourse Oui Non

Fonds mutuels à capital fixe Oui Non

Marchandise, contrats à terme et devises étrangères à des fins de spéculation Oui Non

Certificats de placement garanti (CPG) Oui Non

Si oui, leur valeur :

Dépôts à terme Oui Non

Si oui, leur valeur :

Titres émis ou garantis par un ordre de gouvernement au Canada ? Oui Non

Si oui, leur valeur :

Époux ou conjoint de fait

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Votre époux ou conjoint de fait possède-t-il des investissements de types suivants?

Régimes enregistrés

***Récent(s) relevé(s) de compte requis**

Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER)

Oui Non

Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE)

Oui Non

Fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR)

Oui Non

Comptes de retraite immobilisés (CRI)

Oui Non

Placements enregistrés (PE)

Oui Non

Régimes de participation différée aux bénéfices (RPDB)

Oui Non

Régimes de prestations supplémentaires de chômage (RPSC)

Oui Non

Autres types d'investissements

***Récent(s) relevé(s) de compte requis**

Fonds mutuels Oui Non

Actions Oui Non

Obligations de sociétés Oui Non

Parts de fiducies Oui Non

Options d'achat d'actions, bons de souscription d'actions, droit de souscription ou autres instruments similaires Oui Non

Indice de cours de la bourse Oui Non

Fonds mutuels à capital fixe Oui Non

Marchandise, contrats à terme et devises étrangères à des fins de spéculation Oui Non

Certificats de placement garanti (CPG) Oui Non

Si oui, leur valeur :

Dépôts à terme Oui Non

Si oui, leur valeur :

Titres émis ou garantis par un ordre de gouvernement au Canada ? Oui Non

Si oui, leur valeur :

5. Fiducies [alinéa 21(1)b.1]**Député**

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Veillez identifier toute fiducie dont vous pourriez, soit immédiatement, soit à l'avenir, tirer un avantage ou un revenu, directement ou indirectement.

La description des biens :

Votre part d'intérêt :

Valeur :

Époux ou conjoint de fait

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Veillez identifier toute fiducie dont votre époux ou conjoint de fait pourrait, soit immédiatement, soit à l'avenir, tirer un avantage ou un revenu, directement ou indirectement.

La description des biens :

Sa part d'intérêt :

Valeur :

6. Autres actifs personnels [alinéa 21(1)a]**Député**

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

- a) Possédez-vous des polices d'assurance-vie entières (contrairement à une police à terme), incluant les polices conjointes, avec une valeur de rachat actuelle égale ou supérieure à 10 000 \$?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser le nom de l'(des) assureur(s) :

Valeur de rachat actuelle :

- b) Des sommes d'argent (p. ex. hypothèque, privilèges, billets à ordre) d'un montant égal ou supérieur à 10 000 \$ vous sont-elles dues?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Nom et adresse de l'emprunteur :

Montant dû :

Nature :

Époux ou conjoint de fait

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Votre époux ou conjoint de fait possède-t-il des polices d'assurance-vie entières (contrairement à une police à terme), incluant les polices conjointes, avec une valeur de rachat actuelle égale ou supérieure à 10 000 \$?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser le nom de l'(des) assureur(s) :

Valeur de rachat actuelle :

Des sommes d'argent (p. ex. hypothèque, privilèges, billets à ordre) d'un montant égal ou supérieur à 10 000 \$ sont-elles dues à votre époux ou conjoint de fait?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Nom et adresse de l'emprunteur :

Montant dû :

Nature :

7. Sources de revenus et d'avantages [alinéas 21(1)b) et 24(3)b), paragraphe 21(2)]

Député

*Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10

Avez-vous reçu ou allez-vous recevoir, au cours des 12 derniers ou prochains mois, des revenus ou avantages d'un montant **supérieur à 1 000 \$**, autres que votre indemnité parlementaire, provenant de l'une des sources suivantes :

Emploi	Oui	Non
Rente	Oui	Non
Prestations de retraite	Oui	Non
Revenu locatif	Oui	Non
Revenu d'une fiducie	Oui	Non
Poste de directeur ou d'administrateur	Oui	Non
Prestations d'invalidité	Oui	Non
Commerce	Oui	Non
Profession	Oui	Non
Intérêts	Oui	Non
Dividendes	Oui	Non
Redevances	Oui	Non
Contrats	Oui	Non
Subvention / contributions du gouvernement	Oui	Non
Revenu agricole	Oui	Non
Partenariat	Oui	Non
Autres revenus / avantages	Oui	Non

Veuillez préciser source et nature :

Montant dans les 12 derniers mois :

Montant dans les 12 prochains mois :

Époux ou conjoint de fait

*Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10

Votre époux ou conjoint de fait a-t-il reçu, au cours des 12 derniers ou prochains mois, des revenus ou avantages d'un montant **supérieur à 1 000 \$**, autres que votre indemnité parlementaire, provenant de l'une des sources suivantes :

Emploi	Oui	Non
Rente	Oui	Non
Prestations de retraite	Oui	Non
Revenu locatif	Oui	Non
Revenu d'une fiducie	Oui	Non
Poste de directeur ou d'administrateur	Oui	Non
Prestations d'invalidité	Oui	Non
Commerce	Oui	Non
Profession	Oui	Non
Intérêts	Oui	Non
Dividendes	Oui	Non
Redevances	Oui	Non
Contrats	Oui	Non
Subvention / contributions du gouvernement	Oui	Non
Revenu agricole	Oui	Non
Partenariat	Oui	Non
Autres revenus / avantages	Oui	Non

Veuillez préciser source et nature :

Montant dans les 12 derniers mois :

Montant dans les 12 prochains mois :

8. Passifs [alinéas 21(1)a) et 24(3)a)]**Député**

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

a) Détenez-vous une hypothèque?

Oui

Non

Adresse de la propriété hypothéquée :

Montant dû :

Nom du prêteur :

b) Avez-vous garantie ou êtes-vous cosignataire d'un emprunt égal ou supérieur à 10 000 \$ contracté par une autre personne incluant des intérêts corporatifs ou de partenariat?

Oui

Non

Créancier (institution financière) :

Débiteur principal :

Montant (garanti ou cosignés) :

c) Avez-vous, sur l'une de vos cartes de crédit, une dette égale ou supérieure à 10 000 \$ en souffrance depuis 6 mois ou plus?

Oui

Non

Nom de l'institution :

Montant dû :

Époux ou conjoint de fait

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Votre époux ou conjoint de fait détient-il une hypothèque?

Oui

Non

Adresse de la propriété hypothéquée :

Montant dû :

Nom du prêteur :

Votre époux ou conjoint de fait a-t-il garanti ou est-il cosignataire d'un emprunt égal ou supérieur à 10 000 \$ contracté par une autre personne incluant des intérêts corporatifs ou de partenariat?

Oui

Non

Créancier (institution financière) :

Débiteur principal :

Montant (garanti ou cosignés) :

Votre époux ou conjoint de fait a-t-il, sur l'une de ses cartes de crédit, une dette égale ou supérieure à 10 000 \$ en souffrance depuis 6 mois ou plus?

Oui

Non

Nom de l'institution :

Montant dû :

d) Versez-vous des pensions alimentaires d'un montant égal ou supérieur à 10 000 \$ par an (p. ex. envers un ex-époux, un ex-conjoint de fait ou un enfant)?

Oui Non

Personne recevant la pension :

Montant de la pension :

e) Avez-vous d'autres dettes ou obligations égales ou supérieures à 10 000 \$ qui n'ont pas été précédemment précisées (p. ex. des marges crédit, des billets à ordre, des obligations fiscales non payées, etc.)?

Oui Non

Description de la dette / de l'obligation :

Montant :

Nom du prêteur :

Votre époux ou conjoint de fait verse-t-il des pensions alimentaires d'un montant égal ou supérieur à 10 000 \$ par an (p. ex. envers un ex-époux, un ex-conjoint de fait ou un enfant)?

Oui Non

Personne recevant la pension :

Montant de la pension :

Votre époux ou conjoint de fait a-t-il d'autres dettes ou obligations égales ou supérieures à 10 000 \$ qui n'ont pas été précédemment précisées (p. ex. des marges crédit, des billets à ordre, des obligations fiscales non payées, etc.)?

Oui Non

Description de la dette / de l'obligation :

Montant :

Nom du prêteur :

9. Activités [article 7, 8, 9, 10, 18]

Député

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Êtes-vous engagé dans un(e) ou êtes-vous :

emploi ou profession Oui Non

entreprise commerciale Oui Non

directeur ou administrateur d'une corporation, d'une association, d'un syndicat ou d'une organisation à but non lucratif Oui Non

Si vous avez répondu oui à n'importe lequel des susdits, spécifiez ci-bas :

Position(s) :

Organisation(s) :

b) Faites-vous des transactions ou du lobbying avec le Parlement ou le gouvernement du Canada?

Oui Non

Si l'organisation fait du lobbying ou a des transactions avec le Parlement ou le gouvernement du Canada, veuillez fournir les détails :

Époux ou conjoint de fait

***Pour les enfants à charge, veuillez vous référer à la page 10**

Votre époux ou conjoint de fait est-il engagé dans un(e) ou est-il :

emploi ou profession Oui Non

entreprise commerciale Oui Non

directeur ou administrateur d'une corporation, d'une association, d'un syndicat ou d'une organisation à but non lucratif Oui Non

Si vous avez répondu oui à n'importe lequel des susdits, spécifiez ci-bas :

Position(s) :

Organisation(s) :

Votre époux ou conjoint fait-il des transactions ou du lobbying avec le Parlement ou le gouvernement du Canada?

Oui Non

Si l'organisation fait du lobbying ou a des transactions avec le Parlement ou le gouvernement du Canada, veuillez fournir les détails :

10. Déclaration des enfants à charge [paragraphe 20(1)]

En vous référant à chacune des sections du formulaire, avez-vous quelque chose à déclarer concernant votre / vos enfant(s) à charge?

Selon l'alinéa 3.(4)b) du Code, les enfants à charge d'un député sont « ses fils ou ses filles, les fils ou les filles de son époux ou conjoint de fait, qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans ou qui, l'ayant atteint, dépendent principalement, sur le plan financier, du député ou de son époux ou conjoint de fait ».

a) Biens immobiliers Oui Non
Si oui, veuillez préciser :

b) Investissements Oui Non
Si oui, veuillez préciser :

c) Actifs commerciaux Oui Non
Si oui, veuillez préciser :

d) Avoirs personnels Oui Non
Si oui, veuillez préciser :

e) Exigibilités Oui Non
Si oui, veuillez préciser :

Information supplémentaire et signature

Le Code requiert que tout changement important soit signalé dans les 60 jours suivant les changements.

La présente *déclaration* a été remplie au mieux de ma connaissance et des renseignements à ma disposition.

Signature

Date

Nom en lettres moulées

La présente *déclaration* constitue, une fois remplie, un document confidentiel qui sera conservé dans un dossier personnel protégé. Le Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique conserve les documents relatifs à un député pendant les douze mois suivant la cessation de ses fonctions parlementaires. Ces documents sont ensuite détruits, sauf si une enquête est en cours aux termes du *Code régissant les conflits d'intérêts des députés* ou qu'une accusation a été portée contre le député en vertu d'une loi fédérale et que les documents peuvent être pertinents.